

Histoire

25 JUILLET 1914, JEAN JAURÈS À LYON-VAISE : UN DÉPLACEMENT PRESQUE ORDINAIRE

Catherine Moulin

31/07/2020

Le 25 juillet 1914, Jean Jaurès vient soutenir le candidat socialiste, Marius Moutet, dans le cadre de la campagne pour une élection législative partielle dont le premier tour doit avoir lieu le lendemain, dans la 6e circonscription du Rhône, à la suite du décès de Joannès Marietton survenu le 27 mai, alors que ce député socialiste venait d'être réélu. Il s'agit à bien des égards d'un déplacement banal, un de ceux que L'Humanité ne relate pas, même dans une brève. C'est au demeurant la treizième fois que Jaurès se rend à Lyon pour des motifs politiques depuis 1893. Cette réunion publique s'inscrit dans le contexte d'un événement local, somme toute secondaire, pourtant le discours prononcé ce soir-là est devenu a posteriori l'un des plus célèbres de sa vie politique, connu sous le nom de « discours de Vaise ».

La section socialiste du 5^e arrondissement de Lyon invite Jaurès à participer à une réunion dont l'accès est réservé aux électeurs de l'arrondissement. Elle a lieu salle Iller, une salle dans laquelle il s'est déjà exprimé le 5 mars 1910, et qui est située dans le quartier alors industriel et populaire de Vaise, au nord de la ville, le long de la Saône. Comme de coutume, la venue de Jaurès ne passe pas inaperçue dans la presse lyonnaise. Les journaux socialistes et radicaux annoncent « la grande réunion publique et contradictoire organisée pour l'audition du citoyen Jean Jaurès, député du Tarn, directeur du journal *L'Humanité*, et du citoyen Marius Moutet, candidat du Parti socialiste à l'élection législative du 26 juillet. » La presse de droite, quant à elle, se gausse du soutien « parisien » apporté par Jaurès au candidat local. Elle souligne également le fait que le tribun socialiste n'est pas issu du monde ouvrier, à la différence des députés socialistes du Rhône. On obtient ainsi un double effet clivant : Paris face à la province, et les « bourgeois » (Jaurès et Moutet, qui est avocat) face au monde ouvrier.

La venue de Jaurès à Vaise ce 25 juillet 1914 constitue un exemple très représentatif du déroulement de ses déplacements dans la région, si ce n'est qu'elle ne s'inscrit pas dans le cadre des habituelles « tournées » qui permettent à Jaurès de rentabiliser au mieux le temps long du

voyage depuis Paris. Le leader socialiste arrive en fin d'après-midi en gare de Lyon-Perrache. En compagnie des principaux organisateurs venus l'accueillir, il se restaure à proximité de la gare, à la célèbre Brasserie Georges. Le début de la réunion est fixé à 20 h 30, un horaire habituel lorsque les réunions ont lieu un samedi, une journée de travail. Plus de trois mille personnes se massent dans la salle Iller, qui fut agrandie en mars 1910, lors de la précédente venue de Jaurès, afin de pouvoir accueillir un public plus important. En effet, comme partout dans la région, il attire de nombreux auditeurs : dans près de la moitié de la trentaine de cas étudiés dans la région, on compte au moins trois mille personnes, comme c'est le cas ce soir-là à Vaise. Ici, la réunion est réservée – en principe – aux électeurs de la circonscription, mais il n'est pas rare que l'on vienne des départements voisins écouter Jaurès. À la fin de la réunion, vers 22 heures, l'orateur rejoint son hôtel situé dans le quartier Grolée au cœur de la Presqu'île, entre la place Bellecour et l'hôtel de ville. Jaurès est raccompagné par le docteur Georges Lévy, secrétaire de la Fédération du Rhône en 1914, dont nous reparlerons.

Le lendemain, dimanche 26 juillet, Jaurès passe la journée à Lyon avec Marius Moutet et son épouse chez lesquels il déjeune. Dans un entretien publié par *Le Mouvement social* en avril-juin 1962, Marius Moutet précise : « Il s'est montré très détendu. Ma femme l'a emmené au musée Saint-Pierre et il a évoqué avec verve et émotion ses années de jeunesse. » Nous n'en savons pas davantage sur la visite de Jaurès au musée des Beaux-Arts, mais on peut penser qu'il n'a pas manqué d'admirer les peintures murales qui ornent l'escalier monumental, œuvres du peintre lyonnais Puvis de Chavannes que Jaurès appréciait particulièrement. Dès qu'il en avait l'occasion, il s'octroyait de telles parenthèses culturelles, rares et précieux moments de pause et de détente durant ses déplacements. Ainsi, le 17 octobre 1909, lors de son arrivée à Vienne, ville située dans le Nord-Isère au bord du Rhône, il prit le temps d'en visiter les richesses archéologiques et architecturales en compagnie du maire socialiste Joseph Brenier et du conservateur des musées, avant de se consacrer à ses activités politiques. Et, à l'occasion de son ultime séjour bruxellois, le matin du 30 juillet 1914, il se rend au musée des Beaux-Arts revoir les primitifs flamands en compagnie du couple Sembat avant de rentrer à Paris. Car, pour Jaurès, ces moments consacrés aux arts sont aussi des moments de partage.

Le dimanche 26 juillet, en fin d'après-midi, Jaurès reprend le train pour Paris. Un incident ferroviaire survenu en gare de Dijon le contraint de dicter au téléphone, depuis les bureaux d'un journal local, le contenu de son éditorial, intitulé « Une lueur d'espoir », paru dans *L'Humanité* du 27 juillet.

Ce bref séjour à Lyon devait être si ordinaire que le contenu du discours sténographié n'est publié à l'origine que dans *L'Avenir socialiste*, le journal hebdomadaire de la Fédération socialiste du Rhône,

daté du 1^{er} août 1914. Il fut pour la première fois repris dans la biographie de Jaurès, rédigée par Charles Rappoport en 1915. Pourtant, ce discours est devenu l'un des plus célèbres de Jaurès, « un grand classique jaurésien » comme l'écrit Gilles Candar.

Le contexte international suscité par la crise austro-serbe consécutive à l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 donne en fait et d'emblée à cette réunion un caractère particulier. En effet, dès le début de son discours, Jaurès mentionne qu'une demi-heure avant l'ouverture de la réunion, il a appris la rupture des relations diplomatiques entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie. Dès lors, la crise s'accélère et le risque d'une guerre imminente de dimension européenne est devenu bien réel. Aussi le discours de Jaurès change-t-il de nature : ce n'est pas un discours électoral de soutien au candidat socialiste. Même si Jaurès prononce quelques mots louangeurs à l'égard de Moutet, c'est avant tout une analyse de la situation internationale et un réquisitoire qui dénonce les responsables du risque de conflit menaçant désormais l'Europe. Discours sans doute improvisé, mais dont la rigueur de l'analyse et l'anticipation lucide de la nature du futur conflit expliquent en partie la célébrité. L'émotion et l'inquiétude de l'orateur transparaissent lorsqu'il évoque ce que serait cette guerre au vu du précédent que constituent les guerres balkaniques. En dépit du « désastre pour l'Europe » qu'il pressent, et même s'il « dit ces choses avec une sorte de désespoir », Jaurès veut encore croire que l'action du prolétariat peut « écarter l'horrible cauchemar ». Dès lors, l'élection partielle qui motive sa venue n'a plus la même signification : Jaurès fait du bulletin de vote des électeurs de la 6^e circonscription du Rhône un manifeste pour la défense de la paix : « J'aurais honte de moi-même, citoyens, s'il y avait parmi vous un seul qui puisse croire que je cherche à tourner au profit d'une victoire électorale, si précieuse qu'elle puisse être, le drame des événements. Mais j'ai le droit de vous dire que c'est notre devoir à nous, à vous tous, de ne pas négliger une seule occasion de montrer que vous êtes avec ce Parti socialiste international qui représente à cette heure, sous l'orage, la seule promesse d'une possibilité de paix ou d'un rétablissement de la paix. »

Quels que soient la grande qualité du discours et l'impact qu'il eut visiblement sur le public, l'essentiel de sa célébrité tient au fait qu'il fut le dernier prononcé par Jaurès en France avant son assassinat : il prit donc *a posteriori* la « valeur d'un écrit testamentaire », selon la formule de Gilles Candar. De plus, le fait qu'il ait été prononcé seulement quelques jours avant le début de cette guerre cauchemardesque qu'évoque justement Jaurès renforce sa dimension dramatique. C'est donc bien à l'éclairage donné par ces événements immédiatement postérieurs que ce discours doit d'être si connu. Pourtant, dans les années qui suivirent, le texte même fut l'objet de discussions et de polémiques au sein du Parti socialiste entre « majoritaires » partisans de l'Union sacrée et « minoritaires ». Le fait que ce discours n'ait été publié que dans un journal socialiste local favorise d'autant plus ces contestations. Mais, dans l'entretien publié dans *Le Mouvement social*, Marius

Moutet, interrogé sur ces controverses (la véracité des propos étant notamment contestée par Renaudel), affirme qu'il peut « certifier l'authenticité du texte publié dans *L'Avenir socialiste*. Jaurès les [sic] a revues lui-même chez moi le lendemain et m'a exprimé son accord ».

Dans un article paru le 29 juillet 1938 dans l'organe régional du Parti communiste, *La Voix du peuple*, on lit : « Ici, à Lyon où Jaurès est venu quelques jours avant [l'assassinat], le 25 juillet 1914, l'atrocité du geste stupide de Villain est encore davantage ressentie. » À Lyon, le discours de Vaise est, de fait, intégré dans les enjeux mémoriels qui suivent la mort de Jaurès, notamment avec les deux « grands témoins » que sont Marius Moutet et Georges Lévy, comme nous allons le voir dans les trois exemples suivants. Mais les deux hommes sont désormais devenus des acteurs de l'opposition fratricide entre partisans et adversaires de l'Union sacrée d'abord, puis entre socialistes et communistes après le congrès de Tours.

Le 31 juillet 1920, pour une importante réunion organisée le jour anniversaire de l'assassinat de Jaurès à Oullins, ville cheminote et ouvrière de la banlieue lyonnaise, Marius Moutet s'est fait excuser. En revanche, Lévy est présent et « parlant de l'attitude de Jaurès à la veille de la guerre, [il] a rappelé qu'au cours d'une réunion qui eut lieu le 25 juillet 1914, Jaurès, dans son dernier discours, a condamné tous les rois, les empereurs et les gouvernements bourgeois de l'Europe, mais il a aussi fait ressortir que la France avait sa part de responsabilité dans les événements en cours ». Il conclut de manière polémique : « Personne ne sait ce que Jaurès aurait fait s'il vivait aujourd'hui pendant la période que nous traversons et on peut être certain que malgré tout l'empressement des bourgeois du socialisme qui veulent accaparer sa personnalité, il serait resté avec nous, avec les révolutionnaires. » Le 30 juillet 1922, à Villeurbanne où les socialistes du Rhône commémorent la mort de Jaurès, c'est Moutet qui « rappelle le dernier voyage de Jaurès à Lyon. Il y vint, huit jours avant la déclaration de guerre, et alors que les trains allaient emporter les jeunes soldats à la frontière, lui qui défendait encore son œuvre de paix, son idéal de fraternité entre les peuples ; il luttait passionnément contre l'horrible tuerie. Sans doute aurait-il fait entendre sa voix au-delà des frontières, lorsque son dernier souffle de vie lui fut arraché. [...] Pendant la guerre, nous songions : que ferait-il s'il était là ? Ah ! Que de désastres il eût évités. Il avait la préoccupation de défendre ce pays qu'il aimait avec sa belle âme ; mais il savait aussi que toute victoire conquise par les armes, par la force n'était pas durable et engendrait fatalement l'idée de revanche. La seule paix, la vraie paix n'est pas celle qui s'impose par les armes, mais au contraire par la fraternité des peuples et par l'amour de l'humanité ». Enfin, pour le 25^e anniversaire de l'assassinat de Jaurès, *La Voix du Peuple* du 28 juillet 1939 annonce en première page « un article de Georges Lévy qui était secrétaire de la Fédération socialiste du Rhône quand Jean Jaurès fit, à Lyon-Vaise le 25 juillet 1914, son dernier discours en France ». Lévy compare la situation de juillet 1914 et celle de juillet 1939 : « En cette période de juillet 1939, les événements qui nous mènent à une nouvelle guerre

nous paraissent aussi imminents et aussi tragiques que dans cette même période de 1914. Et ces deux préoccupations essentielles qui au cours de sa multiple activité ont occupé la pensée de Jaurès : la lutte pour la paix et pour l'unité nationale des travailleurs, nous paraissent être, pour nous aussi, les deux préoccupations dominantes de l'heure, en y ajoutant la lutte pour l'unité internationale. » Mais, en dépit des analogies, Lévy souligne les différences, les évolutions survenues en un quart de siècle, qui appellent « des méthodes nouvelles ». Et s'il souligne qu'il fut « en ce temps déjà lointain jauressiste », s'il voue « à sa mémoire le plus pieux des souvenirs », Lévy est aussi devenu un disciple de Lénine : « Aujourd'hui les événements ont changé, notre tactique ne pouvait rester la même et ne pas s'adapter à ces événements. Lénine le dit bien : la dialectique marxiste exige l'analyse de chaque situation historique particulière. » Cependant, il conclut par un rapprochement entre « la foi qui animait l'apôtre de la paix et de l'unité en 1914 » et celle avec laquelle « notre parti communiste mène aujourd'hui le même combat ». Lévy termine avec une phrase extraite du discours de Vaise que les communistes pourraient répéter selon lui : « Quoi qu'il en soit, citoyens, je dis ces choses avec une sorte d'espoir [on notera la variante par rapport à la version de *L'Avenir socialiste* communément reprise]. Il n'y a plus – au moment où nous sommes menacés de meurtre et de sauvagerie – qu'une chance pour le maintien de la paix et le salut de la civilisation : c'est que le prolétariat rassemble ses forces... »

Après la Seconde Guerre mondiale, la référence mémorielle au discours de Vaise s'estompe à Lyon mais sans disparaître. En effet, le 6 mars 1991, une plaque commémorative est apposée au 51, rue de Bourgogne où se trouvait la salle Iller, dans le cadre d'un « hommage rendu par Roland Leroy, directeur de *L'Humanité* ». Elle porte l'inscription suivante : « Ici le 25 juillet 1914, Jean Jaurès, fondateur du journal *L'Humanité*, prononça son dernier discours pour la paix. » On peut remarquer que cet hommage intervient juste au terme de la guerre du Golfe (2 août 1990-28 février 1991), contre laquelle s'est érigé le PCF. Enfin, avec « l'année Jaurès » en 2014, on vit à Vaise une résurgence de la dualité des mémoires. Le site d'information et d'actualités *Rue89Lyon* titra le 23 juillet 2014 : « Jean Jaurès à Lyon : 100 ans après, qui commémorera le mieux l'homme politique ? ». Le 24 juillet, au nom de la municipalité lyonnaise qu'il dirige, Gérard Collomb, alors socialiste, commémora le centenaire du discours de Vaise à la mairie du 9^e arrondissement (lors de l'allocution prononcée par le maire de Lyon, certains auditeurs arboraient un masque de Jaurès pour contester la légitimité de cette commémoration par le premier magistrat de la ville) et une exposition consacrée au « parcours de Jaurès » y fut inaugurée ; par ailleurs, le lendemain, les communistes se retrouvèrent pour un hommage au 51, rue de Bourgogne. Patrick Le Hyaric, directeur de *L'Humanité* et député européen, prononça un discours et la fête populaire d'été du PCF, qui eut lieu également à Vaise le 25 juillet 2014, fut appelée « fête de la paix ». Un portrait de Jaurès extrait d'une des célèbres photographies prises lors du meeting du Pré-Saint-Gervais le 25 mai 1913 était reproduit sur l'affiche.

Ainsi peut-on dire que le « discours de Vaise » est un discours célèbre prononcé dans le cadre d'un déplacement en définitive peu connu. La dimension locale de la réunion se perd dans la renommée du discours : on se soucie en général bien peu de savoir, par exemple, que Marius Moutet était en ballottage favorable le soir du 26 juillet et qu'il fut élu début août après l'assassinat de Jaurès, dans la tourmente de la déclaration de guerre...

Par ailleurs, ce déplacement de Jaurès le 25 juillet 1914 peut paraître incongru dans le contexte d'une crise internationale qui met l'Europe au bord du gouffre. C'est oublier que, jusqu'au soir du 25 juillet justement, Jaurès pensait que cette crise, comme les précédentes, s'étendrait sur une période assez longue, lui donnant, ainsi qu'aux instances socialistes, le temps d'agir. Le 5 juillet, à Rochefort, il disait encore : « Depuis dix ans, il n'y a pas une année où ne se répande la rumeur d'une guerre imminente. » Comme le souligne Jean-Jacques Becker : « tous les participants de ces événements ont été surpris par la rapidité des enchaînements. Ils croyaient être entrés dans une crise qui durerait un certain temps avec de nombreux épisodes et ils se sont trouvés en guerre en quelques jours. » Jaurès pensait donc aussi avoir le temps de venir soutenir Marius Moutet à Lyon, d'autant plus que ce type de déplacement s'inscrit de manière très usuelle dans son activité politique. En effet, Jaurès répond à de multiples et diverses sollicitations, et la chronologie de ses déplacements à travers la France depuis son élection comme député socialiste à Carmaux en 1893 est très longue ! Il est ainsi venu plus d'une trentaine de fois dans les départements qui formèrent bien plus tard la région « Rhône-Alpes ». Le discours de Vaise nous rappelle, en définitive, que « le caractère national du rayonnement de Jaurès ne lui vient pas, et de très loin, seulement de Paris, ni même du Languedoc ».

Focus : Jean Jaurès, Marius Moutet et Georges Lévy

La réunion du 25 juillet 1914 illustre aussi les liens existants entre Jaurès et certains hommes politiques locaux. Ainsi Jaurès a-t-il eu l'occasion de rencontrer Marius Moutet et sans doute aussi Georges Lévy, bien des années auparavant.

En premier lieu, Marius Moutet et Georges Lévy sont de la même génération : le premier est né en 1876 et le second en 1874. Tous deux militent à la fin des années 1890 dans les rangs des étudiants socialistes de Lyon et viennent à la politique dans le contexte de l'affaire Dreyfus. Le groupe des étudiants socialistes de Lyon fait partie de la Ligue d'action et de défense républicaine, créée le 8 octobre 1898, qui organise de nombreuses réunions dreyfusardes. Elle invite notamment Jaurès pour un grand meeting le 23 octobre 1898 à Lyon qui eut un retentissement très important. Dans

l'entretien qu'il donne au *Mouvement social*, publié en avril-juin 1962, Moutet en parle en ces termes : « Jaurès vint parler pendant "l'Affaire", devant un public énorme, 10 000 à 15 000 personnes. » Le temps écoulé depuis les faits amène sans doute Moutet à amplifier les choses, car elles étaient en réalité 4000, ce qui est toutefois considérable, d'autant que plusieurs milliers de personnes ne purent entrer et restèrent à l'extérieur de la salle.

En second lieu, Moutet et Lévy sont de fervents partisans de l'unité socialiste et les deux hommes s'opposent à ce sujet à Victor Augagneur, maire socialiste de Lyon entre 1900 et 1905. Moutet contribue à la création de la fédération socialiste SFIO du Rhône en 1905 et en devient l'un des principaux militants. Or, le 24 juin 1905, Jaurès vient participer au meeting d'ouverture du congrès départemental de cette fédération nouvellement et difficilement unifiée, née le 15 mai précédent.

Jaurès connaît Marius Moutet qui affirme dans l'entretien publié par *Le Mouvement social* : « Je suis allé parfois chez lui, notamment pour lui demander de prendre la parole aux funérailles de Francis de Pressensé, en janvier 1914. » À Vaise, Jaurès fait l'éloge du candidat qu'il est venu soutenir en ces termes : « Vous l'avez vu à l'œuvre dans votre région, vous connaissez sa valeur intellectuelle, sa valeur morale, sa force de travail et de dévouement à l'œuvre d'émancipation ouvrière et de propagande socialiste. »

Le 25 juillet 1914, Georges Lévy, secrétaire de la Fédération socialiste du Rhône, est aux côtés de Marius Moutet et de Jean Jaurès et, quelques jours plus tard, le 30 juillet, les deux hommes politiques lyonnais prennent la tête d'une manifestation pour la paix, place Bellecour.

Leurs chemins se séparent avec la Première Guerre mondiale : Moutet, élu député de la 6^e circonscription du Rhône le 2 août 1914, adhère très rapidement et avec ferveur à l'Union sacrée, avant d'évoluer vers le courant « centriste » animé par Jean Longuet. En revanche, Georges Lévy, mobilisé comme médecin militaire dans l'armée d'Orient, rapatrié en 1915 en raison d'une crise de paludisme, rallie très tôt les rangs des socialistes qui rejettent l'Union sacrée. En 1920, la question de l'adhésion à la III^e Internationale est une nouvelle source de discorde entre les deux hommes : Moutet est de ceux qui refusent l'adhésion (il signe avec Blum, Auriol, Renaudel notamment, le manifeste qui se prononce en ce sens). En revanche, Georges Lévy s'y montre très favorable.

Dans les années 1920, Marius Moutet se montre très assidu aux commémorations jaurésiennes. Il assiste à plusieurs réunions organisées par la Fédération du Rhône pour l'anniversaire de la mort de Jaurès, mais il est aussi présent à l'inauguration de monuments dans diverses régions de France, comme à Carmaux en juin 1923, où il lit une page de Jaurès à l'occasion de l'inauguration du groupe sculpté par Georges Pech, ou à Dole le 24 janvier 1924 notamment, en tant que « député du Rhône,

délégué du Parti socialiste ». Avec l'amiral Louis Jaurès et Léon Jouhaux, il est au nombre des personnalités qui prennent alors la parole pour l'inauguration du monument Jaurès. Georges Lévy n'est pas en reste. On relève à diverses reprises sa présence aux conférences-concerts régulièrement organisées par les communistes à Villeurbanne dans les années 1920 pour l'anniversaire de l'assassinat de Jaurès. Avec la signature du pacte d'unité d'action en 1934 et la mise en place du Front populaire, Jaurès devient un symbole de cette union des gauches et Georges Lévy compte parmi les personnalités présentes aux commémorations unitaires organisées à Lyon pour lui rendre hommage et en faveur de la paix le 3 août 1935 (il est alors un des orateurs qui s'expriment dans la nouvelle Bourse du travail), et le 31 juillet 1937 (lors du grand rassemblement qui réunit vingt mille personnes dans le quartier de Perrache). Les années suivantes marquent le retour à la division des gauches, mais Georges Lévy poursuit sa contribution mémorielle notamment au travers d'articles jusqu'à la veille de la déclaration de la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, les trajectoires, à bien des égards similaires dans le militantisme politique de ces deux hommes jusqu'à la Grande Guerre, se séparèrent ensuite et leurs carrières politiques furent inégales. Moutet fut député du Rhône puis de la Drôme de 1914 à 1936, puis de 1945 à 1947, avant de devenir sénateur, il fut aussi ministre des Colonies dans les deux cabinets Blum du Front populaire et redevint ministre sous la IV^e République ; Lévy devint député du Rhône en 1919 puis il fut à nouveau élu en 1936 dans la circonscription de Villeurbanne dont il fut nommé maire à la Libération, avant d'être battu en 1947. Mais ils firent partie de ces hommes politiques locaux qui approchèrent et admirèrent Jaurès et ils restèrent, en définitive, chacun à leur manière, des acteurs de la mémoire jaurésienne. En juin 1959 encore, alors qu'il préside comme doyen d'âge l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale à Strasbourg, Marius Moutet affirme dans son discours : « Je ne puis jamais oublier qu'il y a quarante-cinq ans, je suis entré dans la vie parlementaire sous les auspices d'un grand homme de la naissance de qui nous allons célébrer bientôt le centenaire : Jean Jaurès. Et si je tiens à le citer, ce n'est pas parce que socialiste mais parce que ses avertissements, au cours de mon élection, quelques jours avant qu'il soit assassiné le 31 juillet 1914, sont de ceux qui aujourd'hui encore doivent être médités. »